

Le 10 juin 2010
Contact n°16

Les TCA font reconnaître les droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs de Siemens

L'arbitre Jean-Pierre Lussier vient de donner raison aux TCA qui avaient déposé une série de griefs contestant certaines dispositions du Règlement santé-sécurité promulgué par la société SIEMENS à son usine de Drummondville où l'on assemble des panneaux de disjoncteurs. Le syndicat avait contesté l'interdiction généralisée du port de bijoux ainsi que l'obligation, toute aussi généralisée, de porter des protecteurs auditifs, et cela à la grandeur de l'usine. Le syndicat invoquait à l'appui de sa contestation des droits fondamentaux inscrits à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, soit le droit à la vie privée et le droit à l'intégrité physique.

Un expert audiologiste avait démontré l'absence de risques significatifs d'atteinte à l'audition pour la majorité des postes occupés par les travailleurs et l'inconfort et certains risques à la santé et la sécurité liés au port de protections auditives tels bouchons ou coquilles.

Un autre expert, le directeur du Service Santé sécurité de la FTQ, M. Jean Dussault, avait par ailleurs visité l'usine et témoigné à l'effet que pour la très grande majorité des postes, le port de bijoux ne présentait pas de danger.

L'arbitre a fait droit à tous les griefs, déclaré inopérantes les dispositions en question du Règlement et annulé les mesures disciplinaires prises par l'employeur. Selon l'arbitre, l'obligation de porter des protections auditives violait le droit à l'intégrité physique des travailleuses et travailleurs et n'était pas justifiée, même si l'objectif de protéger la santé et la sécurité était légitime. Lorsque les mesures portent atteinte à des droits fondamentaux, l'atteinte à ces droits doit être minimale, ce qui n'était pas le cas vu le caractère généralisé de l'obligation.

Quant à l'interdiction de porter des bijoux, elle portait atteinte au droit à l'apparence personnelle, une facette du droit à la vie privée, protégé également par la Charte québécoise des droits et libertés. Cette atteinte généralisée n'était pas restreinte aux zones dangereuses de l'usine (comme les presses) et ne possédait pas le caractère minimal requis.

La jurisprudence avait déjà reconnu le droit de porter des bijoux comme accessoire au droit à l'apparence personnelle mais il s'agit d'une toute première décision au Québec et au Canada sur l'utilisation abusive des protecteurs auditifs et sur la reconnaissance du droit à l'intégrité physique des travailleurs et travailleuses.



Décès tragique au Saguenay

C'est avec regret que nous avons appris la mort d'un de nos membres, le confrère Alain Petit, travailleur à la Mine Niobec.

La tragédie s'est produite sur les lieux de son travail le mercredi 2 juin dernier. Le confrère Alain Petit, de Chibougamau, était âgé de 47 ans. Il laisse dans le deuil ses deux enfants et son épouse, Madame Anne Lacoste.

Il était embauché à la Mine Niobec depuis plus d'un an. Lors du drame, son frère, Sylvain Petit, était sur les lieux de travail.

Il y a présentement trois enquêtes concernant cet accident et elles sont menées par la CSST, la Sureté du Québec et la direction de IAMGOLD.

Vous pouvez envoyer un message de sympathie à la famille aux coordonnées suivantes : Madame Anne Lacoste, 120 rue Bidgood, Chibougamau, Québec G8P 2Y4.

Nos plus sincères condoléances à la famille éprouvée.



Rassemblement à St. Marys pour revendiquer des pensions décentes

Des centaines de membres des TCA venus de tout le sud de l'Ontario ont participé à un grand rassemblement à la cimenterie St. Marys en soutien aux membres de la section locale 222, en grève contre les réductions des pensions et des prestations par la société.

« Les travailleurs ont droit à un salaire décent », a déclaré le président des TCA, Ken Lewenza, le 18 mai à l'extérieur de l'usine de St. Marys à Bowmanville, Ontario. Le syndicat est déterminé, a souligné Lewenza, à mettre tout en œuvre pour que tous les travailleurs bénéficient d'une pension sûre.

Il a fustigé la direction de la société à capitaux brésilienne d'avoir essayé de supprimer le régime de pension à prestations déterminées des travailleurs de Bowmanville.

Aux dires de Lewenza, la direction a indiqué que la société peut se permettre le régime actuel et a reconnu que le régime de pension n'est pas une question économique. En effet, la société essaie plutôt de procéder à un changement de culture parmi son effectif dans le monde entier.

Paul Sowden, président d'unité de la section locale 222 des TCA à l'usine St. Marys, a lu une lettre de soutien du syndicat brésilien représentant les travailleurs de la société mère.

Il a également remercié les membres pour le courage et la ténacité dont ils font preuve pour protéger leur régime de pension mis en place depuis des décennies. Il a encouragé la société à retourner à la table de négociation pour négocier une convention collective juste et équitable pour les travailleurs de la mine à ciel ouvert.

« Nous voulons seulement préserver nos acquis », a déclaré M. Sowden.

Le président de la section locale 222 des TCA, Chris Buckley, a signalé que le régime de pension se porte bien financièrement et que la société a surmonté la crise financière mondiale mieux que la plupart des autres entreprises.

« Je dis honte à cette société très prospère », a déclaré M. Buckley. Il a salué le dévouement des travailleurs en grève qui n'ont pas reçu de salaire dans les dix semaines qu'ils ripostent aux attaques contre leurs pensions et prestations.



Les piquets de grève forcent Extencicare à reprendre les négociations



Les membres de la section locale 1120 des TCA manifestent à l'extérieur d'une branche d'Extencicare à Sault Ste. Marie, Ontario.

Plus de 250 membres des TCA ont participé récemment à des manifestations à l'extérieur des maisons de soins infirmiers d'Extencicare à Ste. Marie et London, Ontario, pour demander à l'employeur de

retourner à la table de négociation pour négocier une convention collective équitable.

Les membres de la section locale 1120 ont tenu un piquet d'information à Sault Ste. Marie le 19 mai et ceux de la section locale 302 le 20 mai pour sensibiliser le public sur les négociations. Au rassemblement de London, le secrétaire-trésorier national des TCA, Peter Kennedy, et la députée du NPD de London-Fanshawe, Irene Mathysen, sont venus saluer les participants et s'adresser à la foule.

Malgré les 15,6 millions de dollars de bénéfices réalisés au seul premier trimestre, soit une hausse de 3,7 millions de dollars par rapport à l'année dernière, les responsables de la Fiducie de placement immobilier d'Extencicare ont rompu les négociations après avoir demandé un gel des salaires de deux ans et d'autres concessions.

La présidente de la section locale 1120, Janice Pettalia, a annoncé que des membres de Tendercare Nursing Home et de Van Daele Manor d'Extencicare à Sault Ste. Marie ont participé au piquet, ainsi qu'un certain nombre de résidents.

« Extencicare est une société privée qui engrange d'énormes profits, pourtant elle demande un gel de salaires de nos membres qui travaillent dur et fournissent des soins de qualité dans ces maisons », a déclaré Mme Pettalia.

Nancy McMurphy, présidente de la section locale 302 et membre du Bureau exécutif national des TCA, a relevé que cette lutte est dirigée contre l'employeur, et non contre les résidents. « Nous voulons nous assurer que les résidents continuent de recevoir des soins de haute qualité », a noté Mme McMurphy. « Nos membres veulent seulement être traités avec la dignité et le respect qu'ils manifestent aux résidents tous les jours. »

Mme McMurphy a dit que le rassemblement de London a été programmé de manière à permettre au comité de négociation du Groupe des 20 (maisons de soins infirmiers) des TCA de participer solidairement, comme le comité tenait sa réunion pour fixer l'ordre du jour pour les prochaines négociations.

Les TCA représentent plus de 1 200 membres dans 10 branches d'Extencicare dans l'Ontario.



La section locale 599 organise un atelier sur la santé et la sécurité

Du 5 au 7 mai, un important groupe de travailleurs de Xstrata ont assisté à un atelier sur les maladies professionnelles et musculo-squelettales à l'arène MacIntyre à Timmins, Ontario.

L'atelier était organisé par la section locale 599, avec l'aide du département de la santé, de la sécurité et de l'environnement des TCA en réponse à la fermeture de la fonderie Xstrata. Il a attiré 129 travailleurs. Un processus d'admission continu se déroulera à travers le bureau local du syndicat dans les prochaines semaines.

Le représentant national des TCA, Nick DeCarlo, a déclaré que les objectifs de l'atelier étaient de fournir aux travailleurs mis à pied le maximum d'informations sur les éventuels risques sanitaires de l'exposition, en les aidant notamment à consigner par écrit les expositions et blessures physiques subies à Xstrata, en fournissant des informations sur les maladies et symptômes associés à leur exposition au lieu de travail, et en les informant sur les ressources à utiliser dans l'avenir en cas de problèmes. L'atelier visait également à déterminer s'il y avait des travailleurs malades ou blessés qui avaient besoin d'aide immédiate.

Il avait aussi été promis aux travailleurs une copie de l'analyse des enquêtes et des conclusions de l'atelier qui seront traitées par les Centres de santé des travailleurs et travailleuses de l'Ontario et la section locale des TCA dans les semaines à venir.



Une nouvelle entente pour garantir l'avenir de l'usine d'aluminium

La section locale 127 des TCA et Dajcor Aluminum ont ratifié une nouvelle convention collective qui redonne vie à une usine d'aluminium fermée à Chatham, Ontario.

Dajcor Aluminum a l'intention de reprendre ses activités en juin dans l'ancienne installation de Daymond fermée en novembre 2009.

La section locale 127 des TCA représente les anciens travailleurs de Daymond. Les membres ont voté à 100 pour cent en faveur d'une nouvelle entente couvrant Dajcor, qui deviendrait une société d'aluminium, d'extrusion, de production et d'anodisation, la fabrication allant de pièces automobiles aux panneaux solaires.

La nouvelle usine démarrera avec un effectif de 20 personnes au niveau de la production et de 12 employés de bureau. Vers la fin de l'année, la société ambitionne de recruter 50 travailleurs, et jusqu'à 100 d'ici deux ans.

Le président de la section locale 127 des TCA, Aaron Neaves, a déclaré que c'est la collaboration entre le syndicat et un homme d'affaires de la ville qui a permis à cette entreprise unique de voir le jour.

« La partie facile est celle de négocier une affaire », a déclaré M. Neaves au journal Daily News de Chatham. « La partie difficile a été de trouver un investisseur local solidement implanté dans la communauté locale et qui comprenne l'importance de demeurer ici. »



Forum sur les pratiques minières dangereuses



(Photo par Sam Manak, président du comité de la santé et de la sécurité de la section locale 1285 des TCA).

En photo, quelques-uns des participants du forum public du 19 mai sur la résistance communautaire aux pratiques minières dangereuses de la multinationale canadienne Goldcorp au Guatemala et à Honduras.

Commanditée par la section locale 1285, le Fonds de justice sociale et le syndicat national des TCA, la réunion s'est tenue dans la salle de la section locale 1285 des TCA à Brampton, Ontario.

Les orateurs invités étaient, entre autres, Javier de Leon, dirigeant communautaire au Guatemala, dont le village est directement touché par la mine de cyanure à ciel ouvert de Goldcorp à Marlin; Carlos Amador, enseignant et dirigeant communautaire au Honduras, qui habite dans une ville à 15 km de la mine de cyanure à ciel ouvert de Goldcorp à San Martin; et Karen Spring de Rights Action, qui réside au Honduras où elle est militante des droits de la personne.

Les participants étaient encouragés à contacter leurs députés pour obliger les multinationales minières basées au Canada, telles que Goldcorp, à suspendre les projets miniers jusqu'à la tenue de consultations générales avec les communautés rurales et autochtones touchées, y compris un consentement libre, préalable et éclairé.



Meilleure sécurité d'emploi pour les membres de GM à St. Catharines

General Motors ambitionne de dépenser 245 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle gamme de boîtes de vitesses à haut rendement énergétique à St. Catharines, Ontario; une bonne nouvelle pour la collectivité durement frappée, estime le président des TCA, Ken Lewenza.

Le constructeur automobile a annoncé le 1er juin que l'argent sera consacré à la fabrication de boîtes de vitesses à six rapports à partir de 2012. En fin avril, la société a également annoncé la production d'une nouvelle génération de moteurs V8 qui débutera en 2013 à St. Catharines.

L'investissement de 480 millions de dollars prévu par GM donnera une meilleure sécurité d'emploi à plus de 800 travailleurs de la collectivité.

« Après les moments très difficiles traversés par nos membres de l'industrie automobile au cours de ces dernières années, il y a enfin une bonne nouvelle qui apporte une plus grande sécurité d'emploi et de meilleures perspectives économiques non seulement pour nos membres et leurs familles, mais également pour la collectivité toute entière », a déclaré M. Lewenza.

Le président de la section locale 199 des TCA, Wayne Gates, pense que les récents investissements sont « gagnants-gagnants » pour les travailleurs, la société et les entreprises dérivées qui, maintenant, sont plus certaines quant à l'avenir de GM à St. Catharines.

« Avec l'annonce de ces deux produits, les entreprises savent que General Motors est maintenant installé ici pour longtemps. Elles sont ainsi plus susceptibles d'investir et de créer plus d'emplois dans la collectivité », a déclaré M. Gates.

Il a également dit que l'annonce de l'investissement de mardi est une preuve que les décisions des gouvernements fédéral et provincial d'investir chez le constructeur automobile a porté des fruits.

« Sans leur soutien, sans leur aide, cette annonce et cette bonne nouvelle pour la région du Niagara n'auraient jamais été possibles, ainsi nous en sommes très reconnaissant », a indiqué M. Gates.



Les TCA poursuivent les manifestations tournantes dans les branches d'Extencicare

Le président de la section locale 2458 des TCA, Bruce Dickie, s'adresse aux manifestants, notamment les travailleurs des maisons de soins de longue durée, à l'extérieur de la branche d'Extencicare à Tecumseh, en Ontario, le 27 mai. Photo : Gord Gray, section locale 444 des TCA.



Les membres des TCA ont organisé deux autres manifestations publiques devant les maisons de soins infirmiers d'Extencicare à Tecumseh et Kingston, en Ontario, respectivement le 27 mai et le 1er juin. Ces actions sont les dernières d'une série de manifestations tournantes conduites par les TCA et ses syndicats locaux de maisons de soins de santé dans l'Ontario.

Le syndicat fait pression sur la très prospère société à reprendre les négociations dans l'espoir de parvenir à un règlement avec les plus de 1 200 travailleurs des dix branches d'Extencicare à travers la province.

Les membres et alliés des TCA ont assisté à un rassemblement d'information public dans les locaux d'Extencicare à Tecumseh situés à l'avenue St. Alphonse tandis que plus de 50 membres, y compris les résidents et des sympathisants venus de la collectivité, étaient réunis à l'extérieur d'une maison de soins infirmiers d'Extencicare sur la rue Bath à Kingston.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a déclaré que les travailleurs du secteur des soins de longue durée de l'Ontario méritent le respect et la dignité pour le travail qu'ils réalisent, soulignant que les manifestations se poursuivront jusqu'à ce que la société reprenne les négociations.

« Extencicare ignore totalement le dévouement de ces travailleurs, mais notre syndicat continuera de lutter pour un règlement équitable et juste. »

Extencicare a soutenu qu'elle a été contrainte par les récentes mesures de restrictions financières du gouvernement à soumettre ses travailleurs à un gel de rémunération de deux ans – entre autres concessions. Les TCA ont catégoriquement rejeté ces demandes de concessions, les qualifiant d'illogiques, d'autant plus que Extencicare est une société privée à but lucratif, et non un employeur public. Dans le seul premier trimestre de 2010, Extencicare a réalisé des profits de plus de 15 millions de dollars.

« Absolument rien n'empêche cette société de partager ses gigantesques bénéfices avec ses employés », a déclaré Elaine Walker, présidente de la section locale 830 des TCA.



Le gouvernement doit intervenir pour protéger l'avenir de Navistar à Chatham, exigent les TCA



Le président des TCA, Ken Lewenza, s'adresse aux membres des sections locales 127 et 35 en manifestation à l'extérieur de l'usine désaffectée de camions de Navistar à Chatham, en Ontario, le 29 mai.

Devant une foule bruyante d'environ 600 membres des sections locales 127 et 35 à Chatham, en Ontario, le président des TCA, Ken Lewenza, a exprimé sa colère et sa frustration face au statu quo des négociations sur la réintégration des travailleurs mis à pied de l'usine de camions de Navistar.

Par ailleurs, il a exigé des réponses de la société au sujet de ses plans pour l'installation.

M. Lewenza a déclaré qu'après une année de pourparlers continus avec les TCA, il est clair que la société n'est pas prête à accepter une entente qui relancerait l'usine à l'arrêt de la rue Richmond – moteur important de l'économie locale – pour continuer l'assemblage de camions lourds.

Il a encouragé les gouvernements provincial et fédéral à intervenir afin d'assurer l'avenir de l'usine, d'autant plus que dans les années passées, Navistar a reçu une subvention gouvernementale de 63 millions de dollars et gagné 40 millions de dollars grâce à des économies d'échelle.

« Nous sommes dans l'incertitude depuis près d'un an, ne sachant pas si nous reprendrons le travail », a déclaré Cathy Wiebenga, présidente des TCA à l'usine de Navistar. « Cette société n'a aucune bonne raison de ne pas nous donner des réponses. Il est donc temps que nos élus agissent pour défendre nos intérêts. »

Il fut un temps où Navistar était le plus grand employeur de la région Chatham-Kent du sud de l'Ontario. L'arrêt indéfini de la production a laissé perplexes de nombreux individus, associations caritatives et entreprises de la collectivité, a déclaré Sonny Galea, président du groupe des employés de bureau de la section locale 35 des TCA à Navistar.

« Comment nos gouvernements peuvent-ils laisser une société comme Navistar s'enfuir avec l'argent public, pendant qu'une collectivité toute entière s'effondre ? Nos élus ne pensent pas que c'est là un problème auquel ils doivent s'attaquer. C'est ce qui rend notre situation particulièrement frustrante. »

L'usine de Navistar a été fermée en juin 2009, date qui coïncidait avec l'expiration des conventions collectives pour la production, les métiers spécialisés et les employés de bureau. Les efforts continus du syndicat pour négocier une entente de compromis avec la société pour qu'elle poursuive les activités de l'usine sont restés infructueux.

Tant que l'avenir de l'usine est incertain, a relevé M. Lewenza, les travailleurs mis à pied se trouveront dans une situation difficile car les prestations d'assurance chômage actuelles continuent de s'amenuiser. Bon nombre d'entreprises locales hésitent à recruter des membres parce qu'on ne sait pas encore s'ils seront finalement rappelés.

La société a transféré une bonne partie de la production de ses modèles de camions Lonestar et Prostar dans les usines des États-Unis et du Mexique.



Incertitude après la fermeture de l'usine de crevettes

Une récente décision de la Northern Shrimp Co. à Jackson's Arm à Terre-Neuve-et-Labrador de fermer leur usine de transformation de crevettes pour la saison 2010 a plongé la collectivité dans une grande incertitude.

Earle McCurdy, président des TCA/SPATA, a déclaré que le syndicat a réclamé une réunion immédiate avec Clyde Jackman, ministre des Pêches et de l'Aquaculture de Terre-Neuve-et-Labrador.

Il a déclaré que le protocole d'entente entre le gouvernement provincial, le syndicat et l'association des producteurs de fruits de mer (Association of Seafood Producers) exige l'élaboration d'un programme de réaffectation des effectifs pour les personnes touchées de plein fouet par la restructuration des pêches.

« Il y a eu très peu d'activités liées au protocole d'entente au cours de ces trois derniers mois », a signalé M. McCurdy. « Nous avons besoin d'une réunion du sous-comité en charge de la réaffectation des effectifs le plus tôt possible. »

Il a déclaré que la réponse actuelle de la province à la fermeture de l'usine de transformation de poissons – une démarche ponctuelle de création d'emplois en trompe-l'oeil – est « insultante pour des gens qui ont passé toute leur vie à travailler dans une usine de transformation de poissons ».

La proposition de l'Association of Seafood Producers de restructurer le secteur de la transformation recommandait le rachat des usines pour les exploitants, mais rien en plus du programme inadéquat actuel pour les travailleurs des usines qui ont perdu leurs emplois.

M. McCurdy a également déclaré que l'employeur à Jackson's Arm doit « être honnête envers ses employés » quant aux plans d'avenir de l'usine. La récente annonce d'une réduction de 28 % du quota des crevettes du nord a soulevé de sérieuses interrogations sur le futur de l'usine et des emplois des travailleurs.



Cérémonie d'inauguration des travaux pour la nouvelle salle écologique de la section locale 598

La section locale des TCA/Mine Mill 598 a organisé récemment la cérémonie d'inauguration des travaux pour une nouvelle salle respectueuse de l'environnement sur le lac Richard, près de Sudbury, en Ontario.

Outre la construction du nouveau bâtiment, la section locale s'est engagée à mettre en valeur environ 18 hectares au lac Richard, a déclaré Richard Paquin, président de la section locale 598. Pour cela, a-t-il ajouté, la section locale travaille en collaboration avec une coalition composée du chapitre des retraités de la section locale 598, de la Nation métisse de l'Ontario, des Ontario Freedom Riders, du comité d'intendance du lac Richard et des Premières Nations locales.

« Nous sommes un syndicat qui ne craint pas de regarder vers l'avenir. C'est pourquoi ce bâtiment vert sera doté de salles de formation et de bureaux à la pointe de la technologie, ainsi que de systèmes de chauffage et de refroidissement entièrement géothermiques », a déclaré M. Paquin lors de l'événement du 20 mai.

« L'intérieur du bâtiment aura des valeurs d'isolation sophistiquées telles que les doubles murs extérieurs, les fenêtres à triple vitrage et plaquées d'or, l'éclairage écoénergétique et autres », a-t-il déclaré. La section locale envisage également de rouvrir 125 sites de camping sur la propriété destinés à la collectivité et aux membres des TCA, a-t-il ajouté.



Cérémonie d'inauguration des travaux pour la nouvelle salle de la section locale 598 des TCA/Mine Mill le 20 mai.

Outre les 37 hectares, la section locale possède également environ 105 hectares qui donnent sur le lac Richard, et dans le cadre d'un autre projet, elle prévoit d'ouvrir, en partenariat avec les entreprises locales, une maison de soins infirmiers et pour personnes âgées.

En solidarité avec les membres de la section locale 6500 de l'USW en grève à Vale Inco à Sudbury, M. Paquin a remis à leur président John Fera un chèque d'aide à la grève d'un montant de 5 000 dollars au nom des TCA. Le syndicat national et la section locale 598 des TCA ont déjà donné plus de 37 000 dollars pour aider les membres en grève de la section locale 6500 de l'USW.



Les sections locales des TCA remportent quatre prix de la presse syndicale

L'Association canadienne de la presse syndicale a tenu sa conférence des communications syndicales et sa cérémonie de remise de prix annuelle à Windsor, en Ontario, du 13 au 15 mai, au cours desquelles des sections locales des TCA ont reçu quatre prix nationaux d'excellence en conception Web, photographie et usage créatif des médias. Il s'agit de :

Meilleure publication globale (sections locales comptant plus de 1 000 membres) – section locale 222 des TCA (« The Oshaworker »)

Dennis McGann, prix Stroke-of-Genius (produit par des bénévoles) – section locale 114 des TCA (« 101 moyens faciles pour devenir militant syndical »)

Meilleur site Web global (produit par des bénévoles) – section locale 88 des TCA (www.local88.ca)

Meilleur contenu de site Web (produit par des bénévoles) – section locale 88 des TCA (www.local88.ca)

*(Mention honorable) Meilleur panneau-réclame mobile – section locale 114 des TCA (T-shirts « Vivre longtemps et prospérer en adhérant au syndicat »).

L'Association canadienne de la presse syndicale (ACPS) est un réseau de publications et d'éditeurs syndicaux qui fournissent des récits et des graphiques en soutien des syndicats ainsi que de la formation pour communicateurs syndicaux. Chaque année, l'ACPS organise une conférence nationale de partage de compétences qui regroupe communicateurs et militants syndicaux de tous les grands syndicats du Canada.

Pour voir les photos des récipiendaires des TCA, veuillez visiter la galerie de photos en ligne au : <http://www.caw.ca/en/5584.htm>.



Le livre de l'ancien président des TCA sélectionné

Laying It on the Line: Driving a Hard Bargain in Challenging Times, livre écrit par l'ancien président des TCA Buzz Hargrove, était l'un des finalistes du National Business Book Award de cette année.

Le livre de M. Hargrove retrace les moments clés des négociations avec GM, Ford, Chrysler, Air Canada et d'autres sociétés et l'impact des décisions des entreprises et du gouvernement sur les travailleurs. Il examine également les causes de la récente crise économique et les moyens d'aider le mouvement syndical à avancer dans ces temps difficiles.

Quatre autres livres avaient aussi été sélectionnés pour la finale. Le gagnant, Jeff Rubin, auteur du livre **Why your world is about to get a whole lot smaller: oil and the end of globalization**, a été annoncé le 9 juin.



Les TCA perdent les élections dans les casinos du Niagara

Après une longue campagne de recrutement des TCA menée par les travailleurs des casinos de Niagara et de Fallsview (chutes du Niagara, en Ontario), le syndicat n'a pas atteint, au décompte final, le seuil de 51 % des voix requis pour obtenir une certification syndicale conformément au code de travail actuel de l'Ontario.

« évidemment, ce n'est pas le résultat que nous attendions », a déclaré John Aman, directeur du recrutement des TCA. « Par contre, le fait est que nous avons réussi à recruter un grand nombre de travailleurs clés des casino pendant cette campagne, environ 1 000, qui sont enthousiastes à l'idée d'adhérer finalement aux TCA. »

« C'est un résultat très positif et une chose sur laquelle nous pouvons certainement faire fonds dans la poursuite de nos efforts de recrutement dans l'avenir. »

Les résultats officiels de l'élection ont été publiés le 17 mai.

Les TCA représentent plus de 7 000 travailleurs du secteur des jeux à travers le pays. Les casinos du Niagara emploient plus de 3 000 travailleurs.



Nouveaux membres des TCA

* Results 360 Moncton Logistics Inc., Moncton, Nouveau-Brunswick – 30 nouveaux membres à la section locale 4005 des TCA ;

* Groupe Compass Canada Ltée (Humber College), Toronto, Ontario - 40 nouveaux membres à la section locale 414 des TCA ;

* First Student ULC (Canada), London, Ontario - 78 nouveaux membres à la section locale 27 des TCA ;

* Stock Transportation, Toronto, Ontario - 313 nouveaux membres à la section locale 4268 des TCA ;

* MacDonald Lloyd Nissan, Sydney, Nouvelle-Écosse - 5 nouveaux membres à la section locale 4506 des TCA ;

* MacDonald Kia (KIA Automall), Sydney, Nouvelle-Écosse - 4 nouveaux membres à la section locale 4506 des TCA.

